



## Transformer le pouvoir : les femmes, la paix et la démocratie

En une pluvieuse journée de printemps, les membres du personnel d'Inter Pares ont retrouvé certains de leurs plus proches homologues qui étaient venus de loin pour les rencontrer à leurs bureaux d'Ottawa. Asha El-Karib du *Gender Center for Research and Training* est arrivée de Khartoum, au Soudan; Khushi Kabir de Nijera Kori a fait le voyage depuis Dhaka, au Bangladesh; et Diana Avila de *Project Counselling Service* s'est déplacée depuis Lima, au Pérou.

Au cours de la réunion, Diana, Asha et Khushi ont parlé de leur travail en insistant sur la lutte contre toutes les formes de violence faite aux femmes par les agents de l'État et autres acteurs armés. Du Pérou au Bangladesh, en passant par le Soudan, des femmes consacrent leur vie à mettre fin à la violence des militaires et à faire de la terre un endroit plus sûr et plus juste pour tous.

Ensemble, nous avons discuté comment dans les situations de conflits armés, les femmes sont particulièrement vulnérables. Il est courant de se servir de la violence sexuelle comme arme de guerre. Asha a raconté que dans la région du Darfour, au Soudan, ce sont les femmes qui sortent des camps de réfugiés pour ramasser le bois de cuisson car si les hommes s'aventuraient à l'extérieur ils se feraient tuer alors que les femmes se font « seulement » violer. Kushi a rappelé que près de 200 000 femmes ont été systématiquement violées par les soldats pakistanais pendant la guerre de libération du Bangladesh en 1971 et qu'un voile de honte continue de les entourer. Diana, enfin, a expliqué qu'au Guatemala, la Commission Vérité n'a pas osé identifier la violence sexuelle comme crime de guerre en dépit des milliers de femmes qui en ont été victimes et qui en sont traumatisées. Nous avons aussi évoqué la violence contre les femmes comme une arme en temps de paix puisque là où les systèmes patriarcaux et leurs attitudes prévalent, les femmes continuent d'être menacées.

Aussi longtemps que les femmes seront objectifiées et qu'on considérera qu'elles « appartiennent » à quelque chose ou quelqu'un – père ou mari, famille, communauté, pays –, elles ne connaîtront ni liberté ni sécurité. Si les structures du pouvoir ne sont pas plus équitables ni plus participatives, ni les hommes ni les femmes ne réaliseront totalement leur potentiel humain. La justice exige un changement



Khushi Kabir et Diana Avila

RITA MORRIS

fondamental. Inter Pares appuie l'action d'organisations de femmes et d'organisations mixtes du monde entier qui partagent ce sentiment. À l'instar d'Asha, de Diana et de Khushi, nous cherchons à modifier la nature du pouvoir.

Cependant notre expérience et celle de nos collègues internationales ont montré que même dans les situations les plus difficiles, au milieu des conflits armés, de la répression et de la pénurie, les femmes ne sont pas des victimes, bien qu'elles souffrent de victimisation. En réalité, les femmes sont des agentes puissantes et efficaces de changement comme le démontrent les récits d'Asha, de Kushi et de Diana.

En cette après-midi pluvieuse, elles ont librement parlé de la problématique de l'accès des femmes à la justice. Les organisations et mouvements politiques, même les mieux intentionnés, ont leurs propres objectifs. S'ils condamnent les abus et rendent publiques les injustices, ils ont tendance à oublier ou à ne pas tenir compte de la douleur personnelle des femmes. Ainsi, elles sont souvent stigmatisées par ceux sur qui elles comptent lorsqu'elles décident de rompre le silence. Elles revivent des moments traumatisants quand elles font le récit de ce qui leur est arrivé. Ainsi, elles ont besoin d'une protection absolue et d'une validation complète de leurs besoins. En plus d'activités de recherche et de plaidoyer, il est impératif d'apporter à celles qui souffrent de victimisation, des services de soutien adéquats et complets fournis par des personnes connaissant le contexte local.

Lorsque les femmes créent des associations, lorsqu'elles parlent d'une seule voix, leur vie et celle de leur communauté s'en trouvent transformées. Dans le monde entier, nous sommes témoins de ces innombrables actes de courage. *Ce Bulletin* en illustre quelques-uns. ❧

# En quête de justice en Amérique latine

Dans les pays qui tentent de faire face aux conséquences de la violence et des conflits du passé, force est de constater que la société entoure d'un silence opaque les sévices sexuels systématiques subis par les femmes. En période de conflits, on s'en prend aux corps des femmes dans une tentative d'humilier la communauté ennemie et d'en rompre le tissu social. En Amérique latine, l'action d'Inter Pares vise à aider les survivantes à rompre le mur du silence, à faire surgir la vérité du passé, à panser leurs plaies et à exiger que justice soit faite.

Pendant les guerres qui ont déchiré le Pérou et le Guatemala sur plusieurs décennies, les femmes, en particulier les pauvres et les autochtones, ont été la cible de violences sexuelles diverses, y compris le viol utilisé comme arme de guerre. Pendant des décennies, cette violence est restée invisible. Les survivantes de violence sexuelle ont souvent subi une re-victimisation aux mains de leur mari ou d'autres membres de leur famille ou de leur communauté. Elles étaient accusées

qui ont subi des violences. Les mécanismes de réparation pour crimes de guerre ne font guère cas des sévices sexuels à l'encontre des femmes. Quant aux mouvements de femmes et de défense des droits de la personne, ils ne possèdent qu'une mince expertise en la matière.

Mais il existe des possibilités de changement. Des initiatives et processus sont lancés par les sociétés civiles locales pour changer les attitudes socio-politiques à l'égard des crimes de guerre contre les femmes et pour venir en aide aux survivantes. Dans son rapport publié en 2003, la Commission de la vérité et de la réconciliation au Pérou a consacré un chapitre à la violence sexuelle contre les femmes, permettant, enfin, aux organisations de femmes et de défense des droits de la personne de venir en aide aux survivantes qui veulent remettre en cause le climat d'impunité qui règne au Pérou. Au Guatemala, le Programme de restitution nationale, approuvé en mai 2003, reconnaît que la violence sexuelle constitue une violation des droits de la personne donnant lieu à réparation; des organismes locaux de femmes et de défense des droits de la personne prennent part aux débats sur la nature des réparations adéquates pour les survivantes de ces crimes.

Inter Pares et son homologue, *Project Counselling Service*, profitent de l'espace créé par les débats sur les réparations et la restitution au Pérou et au Guatemala pour apporter leur appui aux initiatives locales pour panser les plaies et favoriser la reconstruction sociale en vue d'assurer la primauté du droit et de promouvoir la participation des femmes à la consolidation de la paix. Au Pérou comme au Guatemala, nous œuvrons auprès des groupes de femmes à améliorer le climat social, psychologique, politique et juridique pour que les survivantes aient accès aux instances judiciaires et qu'elles influent sur les plans de réparation.

Pour cela, il devient crucial que les femmes puissent unir leurs forces sur le plan international, mettre en commun les ressources et les expériences et former des réseaux de soutien mutuel. Les échanges régionaux facilitent la participation d'autres pays d'Amérique latine tels que le Salvador, le Chili, le Mexique (Chiapas) et la Colombie. En Colombie, où un conflit fait rage depuis quatre décennies, les femmes demeurent la cible de violences sexuelles diverses et systématiques. Les organismes colombiens peuvent tirer profit des expériences et des leçons d'autres pays pour lancer un débat public sur la violence politique à l'encontre des femmes en perspective de l'établissement d'un processus de paix et de vérité.

Certains prétendent qu'il vaut mieux ne pas ressasser le passé et qu'il faut plutôt regarder le futur. Cependant, la mémoire historique fait partie intégrante du présent et de l'avenir. Il n'est pas possible d'avancer sur le chemin de l'avenir sans reconnaître et redresser les torts d'un passé sur lequel se fonde le présent. Les Péruviennes et les Guatémaltèques ont pris la parole pour exprimer leur souffrance et celle de toutes les femmes qui continuent de subir les sévices et les humiliations d'hommes armés. En clamant haut et fort : *plus jamais* la violence des militaires et le règne de l'impunité, elles ouvrent une fenêtre vers un avenir juste et pacifique. ☞

*Nous tenons à remercier le soutien de l'Unité de paix et de sécurité de l'ACDI pour ce programme.*



GABRIELA PORRAS

d'avoir été consentantes parce qu'elles avaient survécu. Ce crime a donc été intériorisé, tandis que la violence s'insinuait au sein des familles et des communautés, créant des tragédies pour les nombreux enfants, nés d'un viol, qui souffrent de discrimination et qui sont mis au ban de leur communauté.

Quant aux responsables de ces crimes, ils vivent en toute impunité. Rares sont les études juridiques et les mécanismes judiciaires permettant de traiter cette question. Les sociétés sont en général insensibles voire clairement hostiles aux femmes

# Karen Women's Organization : Autonomisation, égalité et liberté

Le slogan de *Karen Women's Organization* (KWO) est « autonomisation, égalité et liberté ». En quelques mots, voilà résumés les objectifs, rêves et espoirs des femmes Karen. L'État Karen est l'un des plus vastes de l'Est de la Birmanie et le foyer du peuple Karen et d'autres groupes ethniques. Dans les années quarante, pendant la guerre d'indépendance, les chefs politiques Karen n'ont pas conclu d'entente avec le gouvernement central; mais le peuple Karen est aujourd'hui un élément essentiel de la lutte pour la démocratie et la réconciliation nationale en Birmanie. Il s'ensuit que la répression exercée par la dictature militaire birmane contre l'État Karen est sévère; au nombre des violations des droits de la personne, on compte le travail obligatoire, les déplacements forcés, les viols systématiques, la torture et les exécutions extrajudiciaires. Des centaines de milliers de Karen ont été déplacés au cours des quinze dernières années et bien peu de services sociaux tels que les soins de santé et l'éducation sont offerts dans l'État Karen. Les objectifs de KWO sont loin d'être atteints.

Les femmes vivant dans l'État Karen sont confrontées à une triste réalité. Survivre est un combat de tous les instants dans un climat de peur entretenu par les soldats omniprésents. De nombreuses femmes Karen font le choix difficile de fuir vers la Thaïlande pour vivre comme « réfugiées » ou « illégales ». C'est une vie de marginalisation, de précarité et d'insécurité.

Basée en Thaïlande, KWO est entièrement gérée et dirigée par des femmes venant de l'État Karen. Elle propose un éventail de programmes susceptibles de répondre aux besoins premiers des femmes tout en leur offrant un espace leur permettant de planifier l'avenir. Ces femmes prennent aussi part à des activités de politique et de plaidoyer sur les plans régional et international. KWO considère que tout changement en Birmanie dépend d'une transformation des structures actuelles du pouvoir et estime incontournable le rôle des femmes dans cette transformation.

Le programme portant sur la violence contre les femmes établi par KWO représente une tentative courageuse pour documenter et dénoncer les crimes sexuels perpétrés par les militaires birmans et pour offrir conseils et soutien aux femmes. Les responsables du programme prennent des risques considérables. Le rapport 2004 de KWO, intitulé *Shattering Silences*, faisant état du recours au viol comme arme de guerre dans l'État Karen, a soulevé un torrent de protestations parmi la junte militaire. Avec des ressources réduites et en pleine crise humanitaire, il est difficile d'apporter soutien et services adéquats aux femmes qui en ont besoin. Cependant le programme de KWO a été un catalyseur qui a permis de



Un atelier sur la résolution de conflits mené récemment par KWO.

dénoncer les crimes des militaires tout en créant un solide réseau de soutien pour les femmes.

KWO veille aussi à respecter l'intimité des femmes et à comprendre les traumatismes qu'elles ont subis. Elle a formé des femmes, en particulier des jeunes femmes, aux techniques de recherche et d'entrevue; elle a aussi apporté son appui à celles qui ont accepté de témoigner. KWO ne voit pas en elles de simples « études de cas » mais bien des membres à part entière de leur famille et de leur communauté.

KWO s'intéresse aussi au sort des réfugiées qui retourneront en Birmanie lorsque ce temps viendra. Quelles seraient les conditions d'un tel retour? Bien que de nombreuses ONG internationales présentes le long de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie aient envisagé un scénario pour le rapatriement des Karen, elles ont rarement évoqué la question avec la communauté concernée. C'est pourquoi une coalition d'organismes Karen, dont KWO, s'est penchée sur la question. KWO a, en outre, organisé des ateliers destinés aux femmes vivant dans les camps de réfugiés : avec l'aide d'Inter Pares, des ex-réfugiées du Guatemala sont venues, en 2003, faire part de leur expérience de retour au Guatemala au milieu des années quatre-vingt-dix.

Pour KWO, il est impératif que la voix des femmes, Karen ou autres birmans, soit entendue et prise en compte dans toute décision portant sur le présent et l'avenir de la Birmanie. Inter Pares s'enorgueillit de pouvoir appuyer le rêve de KWO pour l'autonomisation, l'égalité et la liberté. ❧

# Le processus de paix au Soudan, entre espoirs et incertitudes



RITA MORBIA

*En janvier 2005, le gouvernement soudanais et l'opposition du Sud, l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), ont signé un Accord de paix global. Cependant, la violence continue d'affecter la vie des gens tandis qu'on ne tient pas compte des demandes des femmes. C'est dans ce contexte que le Gender Center for Research and Training poursuit son combat pour les droits de la personne, l'égalité des sexes et les changements socio-économiques au Soudan. Asha El-Karib, directrice du Gender Center, a fait une visite récente à Inter Pares; elle a expliqué dans quelle mesure l'Accord de paix global influait sur son action au Soudan.*

## **L'Accord de paix global a-t-il créé un climat favorable à la société civile au Soudan?**

L'Accord de paix global actuel restructure le pays, ce qui pourrait ouvrir de nouvelles possibilités pour la société civile. Mais nous continuons de nous demander pourquoi on l'appelle Accord de paix *global* puisque seuls le gouvernement soudanais et l'APLS font officiellement parties du processus. Tant qu'on n'aura pas adopté une approche holistique tenant compte de toute la population du pays, des femmes et des hommes, des conflits éclateront dans d'autres régions nous éloignant encore plus de cette paix globale.

Malgré tout, le *Gender Center*, en collaboration avec des femmes de la société civile et de divers partis politiques, a pris part à une initiative visant à rédiger le texte d'une constitution nationale alternative qui tiendrait compte de la relation entre les genres. Nous avons convenu de rejeter la loi islamique charia de la constitution nationale : nous luttons pour une constitution laïque. Il existe de réelles possibilités et nous tentons de défier les autorités sur leur terrain en nous servant des protocoles de l'Accord de paix global pour défendre les droits des femmes.

Il s'agit avant tout de planter les semences d'une culture de la paix au Soudan. Il faut investir dans la population soudanaise afin d'en faire un ensemble de citoyens responsables par le biais du processus de démocratisation et par la promotion d'une culture de la paix.

## **On a critiqué l'Accord de paix global parce qu'il ne prévoyait pas de mécanismes de réhabilitation ou de réconciliation pour panser les plaies des communautés.**

C'est une critique tout à fait légitime. L'Accord de paix global porte sur les aspects matériels et ne tient pas compte des besoins des personnes au sens large du terme. Ainsi, il ne traite pas de la modification des rôles de l'homme et de la femme pendant la guerre, parmi les populations déplacées et réfugiées dans les camps. Pour le gouvernement, la réconciliation se résume à tourner la page et à oublier tout bonnement les horreurs de la guerre. Mais les gens continuent de se souvenir et il est urgent d'établir la confiance.

## **Comment illustrez-vous la valeur de la participation des femmes dans le processus de paix?**

D'abord, par une approche quantitative, il est simple de démontrer que les femmes constituent la moitié de la population et qu'elles ont des besoins différents des hommes. La participation des femmes permet donc de soulever d'importantes questions liées aux relations entre les genres. Ensuite, grâce à une approche axée sur les droits fondamentaux, nous travaillons avec des femmes pour les aider à s'affirmer et à se

faire entendre. Nous créons chez elles la conscience de leurs droits et la nécessité de les défendre. Dans le cadre de cette approche, nous avons ciblé, entre autres, les partis politiques car, tant que les femmes ne prendront pas part aux processus politiques et décisionnels, les inégalités structurelles persisteront. La participation des femmes à la vie politique représente, à nos yeux, une question stratégique parce qu'elle engendre une démocratie de l'égalité des sexes dans le processus de paix proprement dit.

## **Dans quelle mesure la situation dans le Darfour et l'attention internationale qu'elle reçoit ont-elles une incidence sur votre action?**

Les ONG internationales sont assez présentes et actives dans la région. Cependant, et bien qu'elles dénoncent le problème de la violence faite aux femmes, elles ne s'y attaquent pas véritablement. Ainsi, en dépit de l'assistance alimentaire et humanitaire à la population, les femmes doivent encore sortir des camps pour chercher du bois de cuisson, ce qui met leur vie en danger.

Pour la première fois au Soudan, nous entendons des femmes, en particulier des femmes du Darfour, prendre la parole pour dénoncer la violence politique à laquelle elles sont confrontées. Au Darfour, le *Gender Center* organise des forums où l'on traite spécifiquement de la violence contre les femmes. La communauté médicale, la police, les autorités judiciaires et les médias ont pris part à nos activités afin d'évaluer le problème sous tous ses aspects. Nous espérons pouvoir nous servir de notre expérience dans le Darfour pour traiter du problème général de la violence contre les femmes au Soudan. Cette problématique montre combien l'instauration de la paix au Soudan ne se limite pas à régler les problèmes entre le nord et le sud du pays. ❧

*En mai 2005, Asha El-Karib a fait une présentation devant le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères sur les perspectives d'une fin des conflits au Soudan. Vous pouvez consulter la version intégrale de la présentation d'Asha sur le site Internet d'Inter Pares sous la rubrique « Publications ».*

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1  
Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

